

## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2021-04-05 DU 11 OCTOBRE 2021

L'An deux mille vingt et un, le 11 octobre,  
Le Conseil Municipal, dûment convoqué, le 5 octobre, conformément aux articles L 2121-7,  
L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni à la salle  
Daniel Balavoine, sous la présidence de Monsieur Patrick NICOLE-WILLIAMS, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 33  
Nombre de Conseillers Municipaux présents : 26  
Nombre de Conseillers Municipaux absents représentés : 6  
Nombre de Conseillers Municipaux excusés : 1  
Nombre de Conseillers Municipaux absents : /

**PRESENTS** : Mmes et MM. P. NICOLE-WILLIAMS, C. GUETAT, C. KOPFERSCHMITT, J. DOS SANTOS, D. PENOT, J.C. DURA, M. LORIOT-CARNIS, Y. TOUYERAS, N. GUSTO, R. MESLEM, M. FAYET, J. GUILLERMINET, C. GAMBIER-ORTIZ, M. GUENNOUN, M. LOMBARD, L. DI SANTO, B. LOUKILI SENHAJI, M. TUNCA, H. KHETTAB, J. GAGET, A. CROS, L. GRONDIN, K. HALLOUL, A. SAGIROGLU, C. DUMOULIN, B. JAN

**ABSENTS REPRESENTES :**

G. GENTHON pouvoir à J. GAGET  
Z. MAZARI pouvoir à D. PENOT  
C. DEBRYE pouvoir à J.C. DURA

J.N. SALMON pouvoir à K. HALLOUL  
A. VERJUS pouvoir à A. SAGIROGLU  
L. NASSISI pouvoir à B. JAN

**EXCUSES** : A.V. MITTENDORFER

**OBJET : ATTRIBUTION DU COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (CIA)**

**NOTE DE SYNTHESE**

Dans le cadre de la mise en œuvre du RIFSEEP, il convient d'instaurer la part CIA conformément à la décision n° 2018-727 du conseil constitutionnel.

Le complément indemnitaire annuel (CIA) permet de reconnaître spécifiquement l'engagement professionnel et la manière de servir de l'agent (article 4 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014). Il est donc directement lié à l'entretien professionnel, mais l'évaluation de son attribution et de son montant peuvent être différées dans le temps.

Le versement du CIA à un agent n'a pas vocation à être automatique et pérenne. Les montants peuvent être variables d'une année à l'autre.

Il est proposé de verser le complément indemnitaire annuel à tous les agents titulaires et stagiaires répondant aux attentes de leur responsable hiérarchique (lien direct avec l'entretien professionnel annuel), et selon une grille d'appréciation du degré d'engagement professionnel, qui devra être renseignée annuellement par le N+1. Celle-ci pourra évoluer si une adaptation plus fonctionnelle s'avère nécessaire.

## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2021-04-05 DU 11 OCTOBRE 2021

Il est proposé une valorisation qui est comprise entre 0 et 330 € (pour un agent à temps complet et présente sur toute la période de référence) par palier de 15 € en fonction du nombre de points obtenus.

Il est proposé de verser le CIA au mois de juin de chaque année à compter de 2022.

Pour 2021, afin de ne pénaliser aucun agent, et dans l'attente de l'aboutissement des travaux sur l'attribution du CIA, il avait été convenu que chaque agent percevrait un montant identique au mois de juin 2021 à celui versé au mois de juin 2020 sous réserve qu'il répondait aux attentes de son responsable hiérarchique suite à l'entretien professionnel annuel 2020. En conséquence, et selon le degré d'engagement des agents estimé à partir de la grille d'appréciation, chaque agent concerné percevra le solde de son CIA au mois d'octobre 2021.

Les emplois fonctionnels et les agents de police municipale ne sont pas concernés par ce dispositif.

-----  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84.53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 91.875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat, et notamment son article 4,

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale,

Vu la délibération n° 19/06/2018 du 17 décembre 2018 portant transposition du régime indemnitaire de la mairie de Villefontaine,

Accusé de réception en préfecture 038-213805534-20211011-2021-04-05-DE Date de télétransmission : 18/10/2021 Date de réception préfecture : 18/10/2021
---

## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2021-04-05 DU 11 OCTOBRE 2021

Vu l'avis favorable du comité technique en date du 16 septembre 2021,

Vu l'avis favorable de la commission Vie quotidienne du 20 septembre 2021,

**Le CONSEIL MUNICIPAL**, après avoir délibéré à l'unanimité,

**APPROUVE** l'attribution du complément indemnitaire annuel (CIA) comme suit :

La part variable (CIA) est cumulaire avec :

- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacements),
- la nouvelle bonification indiciaire
- la prime de fin d'année
- les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes ...)
- les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (exemples : indemnité compensatrice, indemnité différentielle, GIPA ...)
- toute autre indemnité cumulaire en vertu de la réglementation en vigueur.

Le montant attribué individuellement s'effectue dans le respect du montant plafond fixé par les textes, et par voie d'arrêté de l'autorité territoriale.

Le CIA est proratisé dans les mêmes proportions que le traitement indiciaire notamment pour les agents à temps partiel, temps non complet, demi-traitement, et selon le temps de présence sur la période de référence.

Le CIA est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement en cas d'absences et de congés accordés suivants :

- congés annuels et autorisations exceptionnelles d'absences
- congés de maladie ordinaire, accidents de service, maladies professionnelles reconnues
- congés de maternité ou paternité, ou pour adoption
- congés de formation professionnelle
- congé de solidarité familiale
- temps partiel thérapeutique.

Le CIA n'est pas maintenu en cas de congé de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie.

**DIT** que les crédits correspondants aux dispositions ci-dessus mentionnées sont inscrits au budget de la collectivité.

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2021-04-05 DU 11 OCTOBRE 2021

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à effectuer les démarches et à signer tous documents afférents à la présente délibération.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

FAIT ET DELIBERE A VILLEFONTAINE

Le 11 octobre 2021

Pour extrait certifié conforme,

Le Maire

Patrick NICOLE-WILLIAMS

Accusé de réception en préfecture  
038-213805534-20211011-2021-04-05-DE  
Date de télétransmission : 18/10/2021  
Date de réception préfecture : 18/10/2021